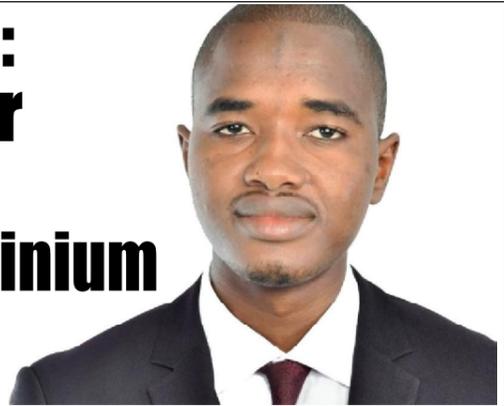


Athlétisme Fatoumata Balley atteint le 12e rang mondial



Page 8

Wilaya Mining : Une vision pour transformer la bauxite en aluminium vert d'ici 2035



Page 6

le populaire

édition internationale

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°998 • MARDI 23 SEPTEMBRE 2025 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

Vite dit ...

Que cette nouvelle loi suprême soit !

Page 4



Bambino marque le Guinean Excellence Awards Night

La légende vivante de la musique mandingue, Sékouba Bambino Diabaté, brille de mille feux dans son magnifique boubou décoré (sur la photo). Sa voix envoûtante fait vibrer les cœurs et entraîne la foule dans une danse collective. **Page 6**

référendum

Espoir d'une nouvelle constitution

La vive victoire du

Ouï



Les premières tendances du vote référendaire, du dimanche 21 septembre 2025, ont été dévoilées ce lundi par la Direction Générale des Élections. Ces premiers résultats portent en eux l'éclat jubilatoire de la victoire du « Ouï » sur le « Non » concernant la nouvelle constitution. Avec un taux de participation impressionnant, l'enthousiasme pour le « Ouï » résonne jusqu'aux confins de la diaspora. Cette dynamique nourrie par un désir commun, dessine un avenir collectif prometteur au sein de la cinquième république où chaque voix compte et chaque rêve prend son envol. **Pages 4, 5 & 8**



De la scène aux studios de cinéma Les débuts d'Alpha Oumar dit Bongo

Il a « eu l'opportunité de participer à plusieurs projets ». Son baptême du feu a eu lieu dans "Note coupable", un long-métrage. **Page 5**



Tribune La Confédération du Sahel et la CPI

La Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES) remet en question son adhésion à la Cour Pénale Internationale (CPI). Oleg Nesterenko, Président du CCIE, justifie ce choix en critiquant le rôle et l'efficacité de la CPI. **Page 6**

Confidences PUBLIQUES

La Guinée sort de la liste noire du GAFI

Son rapport annuel 2024 sort la Guinée de la liste noire. Le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) a officiellement retiré la Guinée de la liste noire du Groupe d'Action Financière (GAFI). Cette décision fait suite aux progrès significatifs réalisés par le pays dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le GAFI a été fondé en 1989 pour élaborer des normes internationales, évaluer la conformité des États et publier des listes noires et grises pour inciter les pays à améliorer leurs systèmes financiers et juridiques.

Le gouvernement débloque plus de 8 milliards GNF pour les victimes d'inondations

Le gouvernement guinéen a annoncé, dans la journée du mercredi 16 septembre, le déblocage de 8 milliards 377 millions 270 mille francs guinéens pour aider les victimes des récentes inondations dans le pays. Cette information a été publiée par l'Agence Nationale de Gestion des Urgences et Catastrophes Humanitaires (QNGUCH). Selon nos informations, ce fonds exceptionnel sera destiné à l'achat de vivres et de non-vivres pour les personnes touchées, à la prise en charge des sinistrés hébergés dans quatre sites de regroupement, ainsi qu'à un soutien financier direct (transfert de cash) pour les ménages situés à proximité du glissement de terrain à Manéah. Le fonds vise à atténuer les impacts des intempéries qui ont récemment frappé plusieurs localités.

Libre Tribune

Elhadj Bah Ousmane,

le symbole de la résilience politique et du pardon en République de Guinée

Il est de notoriété publique qu'Elhadj Bah Ousmane, leader du parti de l'Union pour le progrès et le renouveau (UPR) a une rare capacité de pardonner dans un paysage politique souvent tumultueux. Cet article du poète et écrivain Mohamed Lamine Keita revient sur le parcours de cet homme, témoin et artisan de l'histoire démocratique de la Guinée, pour comprendre comment son expérience enrichit le débat et inspire les citoyens.



A Pita, la campagne référendaire, en prélude du scrutin du 21 septembre 2025, aura mis en lumière le caractère fascinant d'un homme d'État au talent peu égalé, pour la nouvelle génération politique. Il est vrai que l'UPR est un patrimoine national qui a participé à l'éveil des consciences depuis les premières heures du multipartisme en République de Guinée ; et ses fondateurs, certes des monuments vivants qui confèrent à la traversée douloureuse de la période de balbutiement des libertés, un crédit, pour la renaissance dans la postérité de la lumière démocratique.

Le Président Elhadji Ousmane BAH, dans ce sens, reste l'acteur, témoin des coulisses de ce qui fit notre nation dans son élan démocratique. Le terrain politique et civique n'a cepen-

dant pas été fertile à toutes les époques ; toutefois, l'ancrage de la conviction dans la dynamique de transformation de notre société, a permis au fil qui servit d'âme à la vérité et à la vraie lumière de tenir bon. Car la marche d'une société ressemble à toute vie remplie, avec des hauts et des bas.

Ainsi, le travail acharné et la culture du dépassement ont été son sacerdoce, pour endurcir son dos large, indiquer sa capacité à rassembler et à rester irrésistiblement sage face à toutes les vicissitudes de la vie politique. L'humilité tant démontrée dans cette leçon interpelle les jeunes générations dans la détresse politique, bien que débordant d'énergie à tout point de vue.

Sacraliser alors une telle mémoire vivante, qui n'a fait montre que de son sens d'humanité et de son rêve d'une société juste

et droite est un devoir pour les populations servies. Aller enfin à la reconnaissance de la bienfaisance du vivant des acteurs inlassables est une forme de correction à ceux-là qui nient, se renient et se désistent en longueur de temps sur l'espace public.

Entre témoignages chargés d'émotions, amour inconditionnel de son peuple et pardon entier de douleurs intimes, l'ancien Ministre d'État a fait couler des larmes de fierté aux populations rurales et urbaines de toutes les localités traversées de Pita.

À écouter et à comprendre, l'homme demeure profondément humain et ne se lasse d'aimer les autres dans leurs diversités et cultures ; fort d'un manque de complexe impressionnant.

Perçu comme le patriarche politique incontesté et adulé de la

cité, qui demeure décidément son fief imprenable en temps de paix relative, l'équipe qui l'accompagnait dans cette tournée en faveur du OUI au référendum du 21 septembre 2021 a été enrichie politiquement, culturellement et humainement, par son expérience enchantante.

Cette figure de confiance, de progrès, de bénédictions et de rassemblement, passionnément futuriste, démontre qu'elle est une garante absolue du dialogue politique objectif et de la réconciliation sociale en République de Guinée, par le pardon des vérités ouvertes en forme de plaies dans la mémoire des peaux vivantes dans notre nation.

J'ai dit. ■

Par Mohamed Lamine Keita,
poète et écrivain

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, 2e niveau, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18 /01/02 Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com
Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com
Compte Ecobank n°0010224601987501
Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

ASSISTANTE: Sandrine Bah

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

ABONNEMENT

https://www.youscribe.com > lepopulaireconakry

IMPRESSION Imprimerie du Centre +224 625 73 93 96
TIRAGE 1 500 exemplaires



VISION GUINÉE

www.visionguinee.info

Tél.: 00224 664 93 14 04
00224 628 32 85 65
00224 656 27 36 91
contact@visionguinee.info

Siège social: 2e niveau
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée



www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com
+224 625 130 505
+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite: *L'éthique et la déontologie.*



Site d'informations, d'investigations
et de promotion de la Guinée

www.conakrylive.info



www.guinafnews.org

Site d'informations générales et
d'analyses de l'actualité sociopolitique.
Basé à Montréal (Québec) Canada, le
site a été fondé le 2 février 2020 à
Conakry par Ibrahima Sory Baldé,
ancien du CESTI de l'UCAD.



www.verite224.com

Toutes les infos
en direct
sur la Guinée

Libre Tribune / Par Tibou Kamara

Vérité d'un référendum : c'est le terrain qui commande!

Le monde politique actuel est un jardin de vieillards où les jeunes prétentieux pensent pouvoir faire fleurir de nouvelles idées, tout en se heurtant à l'imposante haie des traditions bien enracinées.

Dans cette arène où les uns rêvent de détrôner le doyen, Tibou Kamara nous rappelle, avec une ironie mordante, que le chemin vers la grandeur n'est pas un simple coup de com' sur les réseaux sociaux, mais un marathon où la légitimité et le respect se cultivent lentement, sous le regard acéré du peuple, cet ultime juge qui livre sans pitié le verdict de la réalité. Qui croire ? La façade scintillante des réseaux ou le poids de l'histoire ?

Certains sont arrivés trop tard dans un monde politique trop vieux, avec la prétention illusoire de bouleverser des règles du jeu éprouvées et un ordre solidement établi. Ces mêmes avaient rêvé de devenir khalife à la place du khalife, dont ils refusent de reconnaître la préséance chèrement acquise, ainsi que la légitimité historique qui résiste au temps et survit aux épreuves. Pourtant, comme les doigts d'une main, les hommes ne sont ni égaux ni interchangeables. Certains seront toujours au-dessus d'autres, mèneront la course en tête et garderont, quoi qu'il arrive, leur place dans la société ainsi que l'estime de leurs concitoyens. Une évidence que l'on n'a jamais niée ni contestée naguère, comme c'est le cas maintenant.

Le temps et les événements révèlent au grand jour, pour le malheur de ceux, nombreux et naïfs, qui croyaient avoir renversé la table, réussi le tour de force d'effacer d'un trait l'histoire et les mémoires, de dompter l'avenir, de contrôler les destins, que l'on n'inverse pas les rapports de force comme par enchantement. La popularité se cultive, et n'est pas grand homme politique qui le veut. Tout dans la vie est une œuvre de longue haleine. Comme

l'affirme le philosophe Alain, c'est un piège de se considérer « surhomme avant d'avoir été homme ». Le syndrome d'hybris est un air du temps et l'un des travers des réseaux sociaux, qui grisent de nouveaux « prophètes » en leur offrant une notoriété fulgurante mais sans consistance. On finit par se croire ce que l'on n'est pas : un leader capable de mobiliser les foules, de changer le cours de l'histoire, bref, de posséder une influence réelle que l'on confond avec une simple présence médiatique. Une influence symbolique qu'on voudrait assimiler à une toute-puissance indéniable. Un amalgame fatal et une confusion des genres toujours nuisible.

Au demeurant, communiquer n'est pas s'exhiber comme un paon ni étaler des penchants narcissiques, encore moins s'inventer une vie et une histoire, mais briller par la générosité de ses idées, l'éclat de ses résultats et se distinguer par la force de ses arguments dans le débat et auprès des populations. Ce ne sont pas les invectives publiques ni les articles dithyrambiques, destinés à tromper la vigilance populaire sur son influence ou ses performances, qui forcent l'admiration. Chacun a des

yeux pour voir, des oreilles pour entendre et est aussi témoin de l'actualité et des chroniques politiques et électorales. On sait qui vaut quoi, qui parvient à quoi, et malheureusement aussi qui se contente de crier sa "tigritude" faute de pouvoir « bondir sur sa proie ».

Le peuple, ultime arbitre

Un acteur avait été conseillé par un proche de dévoiler son identité pour obtenir une place dans un restaurant qui refusait du monde. Il a rétorqué : « Si j'ai encore besoin de me présenter, c'est que je ne suis pas encore devenu quelqu'un ». Ceux qui parlent d'eux-mêmes ou font parler d'eux à longueur de journée, avec bruit et fracas, parfois contre espèces sonnantes et trébuchantes, ne sont encore personne, sinon d'autres s'en seraient chargés à leur place. En tout cas, ils n'auraient pas eu besoin d'une grande dépense d'énergie ni d'une surexposition médiatique pour se faire remarquer et tenter d'imposer leur présence. La réalité ramène toujours toutes les fabrications médiatiques et les tonneaux vides politiques à leur véritable dimension de prestidigitateurs et de brasseurs d'air.



Tibou Kamara
ancien ministre d'État à la présidence, conseiller spécial du président de la République, ministre de l'Industrie et des PME de Guinée du 26 mai 2018 au 5 septembre 2021.

La propagande est un couteau à double tranchant. Elle flatte l'ego et entretient l'illusion de compter et d'exister, ne serait-ce que virtuellement. Mais elle n'a pas la force de mobiliser, de rallier ni de drainer des électeurs dans les urnes. On ne s'improvise pas leader ni ne devient acteur automatiquement après un décret de nomination ou en se précipitant à occuper le devant de la scène dans un vide volontairement créé. Le statut ne confère pas la stature, pas plus que la fonction n'impose le mérite, la notoriété ou la légitimité. On se rappelle les propos dé-sabonnés de Louis XVI, sur son balcon, au début des émeutes populaires qui allaient sceller son sort : « Mais pourquoi se révoltent-ils alors qu'il me semblait qu'ils étaient heureux ? ». « Pourquoi ne sont-ils pas allés en grand nombre aux urnes, alors qu'on m'a fait croire que j'étais adulé et soutenu par tous mes concitoyens ? », pourrait aussi se demander, sous les lambris de son palais, un homme fort du moment dans son pays.

On peut s'auto-satisfaire, s'enorgueillir d'exploits, continuer à faire la politique de l'autruche, mais pas à une époque où l'on ne peut plus tricher avec l'intransigeance des faits ni se dérober aux rigueurs de la réalité. Si la campagne électorale est un temps favorable à la vanité, à l'imposture, à la spéculation, aux mensonges aussi, comme l'a relevé Clemenceau, l'élection reste un moment de vérité où les masques tombent et les mythes s'effondrent : on voit que tout ce qui brille n'est pas or, combien de fois certains se sont surestimés, tandis que d'autres ne pèsent rien aux yeux des citoyens-électeurs.

Il y aura un avant et un après 21 septembre 2025, pour le bonheur de certains et le malheur d'autres. La roue de l'histoire tourne, celle de la fortune aussi. ■

Par Tibou Kamara

Ils ont dit



Édouard Zotomou Kpoghomou, président de l'Union démocratique pour le renouveau et le progrès (UDRP), Vice-président de l'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie (ANAD), à la veille du scrutin référendaire du 21 septembre 2025 : « Peuple résilient de Guinée, Compatriotes Guinéens, la meilleure façon de rejeter le simulacre référendaire sur le projet de nouvelle constitution, astucieusement transformé en campagne de plébiscite de la candidature du Général Doumbouya, est de ne pas se rendre dans les bureaux de vote pour tenter d'exprimer un choix contre le OUI déjà pré-programmé gagnant. Dans un environnement caustifié, saturé, maintenu et entretenu par une démagogie mercantile portée par un zèle viral pour le OUI, tout vote physique NON se métamorphosera instantanément en OUI. Conservez vos énergies et restez chez vous: boycottez! »



Bah Oury, Premier Ministre, le dimanche 21 septembre 2025, au sortir de son bureau de vote situé au Groupe Scolaire Joseph Benjamin Laurence 1 (JBL) de Lambanyi Waréya : « Ce référendum est comparable à ceux de 1958 et 1990. C'est une étape majeure pour l'histoire de notre pays. »



Mory Condé, Ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire, le dimanche 21 septembre 2025 : « Ce matin, depuis 7h, les citoyens, comme vous le constatez, dans toute la ville de Kankan, ont décidé de voter. Dans l'ensemble des bureaux de vote, tous ont ouvert à 7 heures. Les agents qui ont été formés à cet effet sont entraînés à faire correctement leur travail. »

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Vite dit ...

Que cette nouvelle loi suprême soit !

Les premières tendances des résultats du référendum sur la nouvelle constitution, organisé ce dimanche 21 septembre 2025, montrent que le Oui l'emporte sur le Non.

En ce qui concerne notre nouvelle législation, les juristes nous rappellent qu'une constitution, en tant qu'œuvre humaine, est sujette à des amendements et à un perfectionnement continu. Cette perspective nous rassure et nous engage à avoir confiance en son contenu, ici et maintenant, afin qu'elle nous intègre dans une communauté mondiale où la démocratie, en tant que pilier du respect des droits de l'homme, et la dignité de chaque individu sont reconnues comme des valeurs fondamentales.

De plus, les juristes nous rappellent que les répercussions de la nouvelle constitution, qu'elles suscitent en nous satisfaction, déception ou incertitude, nous engagent tant individuellement que collectivement.

Ainsi en est-il de la loi. Elle nous unit. Elle structure notre vie en République. Elle définit nos droits et nos devoirs, ainsi que les limites de nos actions.

À partir de maintenant, ce recueil de nos textes fondateurs transcende nos croyances et nos divergences. Il constitue le socle sur lequel repose notre République. Il intègre nos valeurs communes, qu'elles émanent d'une foi profonde ou d'un simple respect des principes humanistes. Il est le garant de notre équilibre et de la lumière qui éclaire notre chemin. J'ai dit.

Nous vivons un moment historique. Ensemble, souhaitons que cette nouvelle Constitution nous ouvre la voie à un renouveau institutionnel et moral. Qu'elle nous permette de tourner définitivement la page des pratiques lugubres du passé.

Qu'elle nous offre l'opportunité de nous réconcilier avec notre histoire douloureuse et de pardonner les erreurs de nos prédécesseurs dans la construction de notre République. Qu'elle inaugure une ère de responsabilité où chaque geste, qu'il soit celui d'un citoyen lambda ou d'un représentant de l'État, soit régi par des règles claires et des principes sacro-saints, indéfectibles et inaltérables.

Qu'elle sache résister aux vicissitudes du temps et des opinions, à l'instar de la Constitution des États-Unis du 17 septembre 1787. Qu'elle nous pousse à nous réapproprier notre destin et à instaurer un climat de respect mutuel et de vivre-ensemble, ici comme partout ailleurs dans le monde. Qu'elle marque la fin des tâtonnements et des contournements juridiques. J'ai dit.

Pour le présent et pour les siècles à venir, souhaitons que cette Constitution n'ait pas à subir les mêmes mésaventures que celles de 2020 et des années antérieures.

Après tout, nous avons déjà connu notre lot de sang, de labeur, de larmes et de sueur. J'ai dit. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Référendum :

Ils ont marqué la campagne référendaire de 2025

Les acteurs clés de la campagne référendaire ont engagé une lutte acharnée tant pour le « Oui » que pour le « Non » concernant la nouvelle Constitution. Parmi les ardents défenseurs du Oui, de nombreux anciens dignitaires ont soutenu les jeunes leaders et ministres de la République, renforçant ainsi la coalition en faveur de cette option. À l'étranger, l'ancien Premier ministre et principal opposant au régime actuel, Cellou Dalein Diallo, ainsi que l'ancien président Alpha Condé, ont élevé la voix et plaidé pour le Non face à la Constitution proposée par le régime du général Mamadi Doumbouya. En fin de compte, selon nos sources, c'est le Oui qui a triomphé dans cette bataille politique.



Tidiane Souaré, Gaoual Diallo, Yaya Sow, Abou Samaké, Ma Kanéra Kaké, Bah Oury, Kèlèty Doumbouya, Bernard Gomou sur ce photomontage. (© Le Populaire)

C'est un fait bien connu. La campagne référendaire en faveur de la nouvelle Constitution a été marquée par l'engagement de personnalités publiques éminentes.

Parmi les fervents défenseurs du Oui, on retrouve Boubacar Azoka Bah, Directeur National de la Communication et des Relations avec les Médias Privés (DNCRMP) à Télélibéré. Sur le terrain de Kaloum, le centre-ville de Conakry, ils sont nombreux à avoir mouillé le maillot.

Parmi eux, on peut citer l'ancien député Cheick Touré de la plateforme politique *Guinée Malanyi*, Kèlèty Doumbouya Coordinateur national des mouvements et associations de soutien des acquis du CNRD et de son président, ainsi que le Président de la délégation spéciale de Kassa, Abou Samaké. À Tougué, Abdoul Aziz Diallo, Directeur national des voiries, s'est également impliqué.

Dans la région de Kankan Djiba Diakité, ministre-directeur de cabinet de la Présidence, a mobilisé ses forces. A ses côtés, Mory Condé, ministre de la Ville et de l'Aménagement du Terri-

toire, et d'autres personnalités opérant dans la région de Faranah, comme le ministre de la Défense, le général Aboubacar Sidiki Camara, et le ministre de l'Énergie, Namory Camara.

Dans la région maritime, le ministre de l'Information et de la Communication, Fana Soumah, a mené des actions notables dont l'impact a dépassé les frontières des régions de Kindia et de Boké.

Dans les régions de Labé et Mamou, la générale Aminata Diallo, en qualité de porte-parole du CNRD, a joué un rôle clé. Elle a contribué à la mobilisation des électeurs autour des enjeux liés à la nouvelle constitution proposée au référendum.

Le porte-parole du gouvernement et ministre des Transports, Ousmane Gaoual Diallo, s'est également illustré partout dans les grandes et moyennes agglomérations, où son dynamisme a capté l'attention. Aux côtés de ses homologues et des partisans du Oui, il a apporté crédibilité et assurance à la campagne.

Sur tous les fronts, Bachir Diallo, général à la retraite et ministre de la Sécurité, Yaya Kairaba

Kaba Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, et d'autres étaient omniprésents.

De même, Souleymane Tianguel Bah, Secrétaire général du ministère de l'Information, s'est distingué par son engagement inébranlable.

Joseph Koundouno, conseiller juridique au Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, et Tamba Benoît Kamano, Secrétaire général du gouvernement dans les localités de Kissidougou et Gueckédou, ont également participé activement à l'effort collectif, devenant des piliers de cette dynamique.

En région forestière, dans la zone du Sassandra et surtout à Beyla, le ministre des Sports, Bogola Haba, a laissé une empreinte indélébile grâce à sa capacité à mobiliser les jeunes en faveur du Oui.

Chacun de ces acteurs a contribué à façonner le paysage électoral en inspirant les citoyens à s'engager dans le processus référendaire.

Anciens Premiers Ministres

Parmi les anciens Premiers ministres signataires de l'appel au Oui à la nouvelle constitution publié à quelques jours de la fin de la campagne référendaire, certaines personnalités se sont révélées particulièrement dynamiques sur le terrain de la campagne électorale.

Bernard Gomou a mené une campagne fructueuse dans les contrées éloignées du grand Sud, allant jusqu'à organiser un sondage sur les réseaux sociaux pour évaluer l'adhésion du public.

Ahmed Tidiane Souaré, dernier Premier ministre du régime de Lansana Conté, a aussi su poser des actions significatives dans le Fouta-Djalon.

Anciens ministres très actifs

De nombreuses grandes figures des anciens gouvernements ont trouvé une seconde jeunesse en s'engageant activement dans la campagne référendaire 2025.

Parmi elles, le flamboyant Ma Kanéra Kaké, ancien ministre de l'Information et de la Communication sous le régime d'Alpha Condé, a pris les rênes d'une plateforme rassemblant divers mouvements et partis politiques, baptisée Synergie Général Mamadi Doumbouya 2025 (SGMD 25).

L'économiste Yaya Sow, qui a occupé le poste de Ministre des Infrastructures et des Transports, s'est également engagé

avec ferveur.

Autre acteur clé, Alphonse Charles Wright, ancien ministre de la Justice, ainsi que Bah Ousmane, leader de l'Union pour le progrès et le renouveau (UPR) et ancien ministre des Travaux publics sous Alpha Condé, se sont ajoutés à cette dynamique.

Sékou Koureissy Condé, quant à lui, a été nommé à la tête de l'Observatoire national autonome de supervision du référendum (ONASUR) à l'approche du vote du 21 septembre. Il a su jouer un rôle influent en participant à diverses manifestations, dont une conférence particulièrement marquante réservée aux journalistes, où il a exposé les tenants et les aboutissants de la nouvelle Constitution. Ces anciens ministres, unis par un objectif commun, ont su galvaniser les foules pour la cause du Oui.

Les partisans du Non

D'un autre côté, les partisans du Non à la nouvelle Constitution regroupent des leaders de la société civile et des formations politiques.

En tête de cette opposition, on retrouve Dalein Diallo, leader de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) - suspendu de toute activité pour une durée de trois mois à compter du 22 août 2025 - qui a exprimé, lors d'un discours en ligne, son appel à rester chez soi pour ses militants et sympathisants. Diallo a estimé qu'il serait vain de voter, même pour le Non, dans un système qui paraît conçu pour conférer une légitimité à un second coup d'État.

D'autres figures de l'opposition, telles que l'ancien président Alpha Condé, leader du RPG Arc-en-ciel, et le jeune leader du Parti de Renouveau et du Progrès (PRP), Rafiou Sow dont les partis sont suspendus depuis le 22 août 2025, ont aussi choisi de boycotter le scrutin de ce dimanche.

À ceux-ci s'ajoutent des leaders de la société civile, dont Abdoul Sacko, leader des Forces sociales, actuellement évacué à l'étranger pour des soins de santé, ainsi que des membres influents du FNDC dissous, à l'image de Sékou Koundouno, Ibrahima Diallo et le journaliste Abdoulaye Oumou Sow, qui se trouvent en situation d'exil.

Ainsi s'est achevée une campagne référendaire marquée par des lignes de fracture politique, où s'affrontent les fervents partisans du Oui et les opposants irréductibles du Non, dans un contexte où seul l'avenir du pays est en jeu. ■

Par Alpha A. Diallo



Le général Amara Camara, face à la presse, le 21 septembre 2025 à l'école des sourds-muets de Boulbinet. (© Barry)

Ce 21 septembre 2025 est «un jour heureux», dicit le général Amara Camara

Ce dimanche 21 septembre a été une journée de joie et d'espoir pour la Guinée, marquée par le vote référendaire. Le Ministre-secrétaire général de la présidence et porte-parole de la République, le général Amara Camara, a exercé son devoir citoyen en se rendant à l'école des sourds-muets de Boulbinet, près du Palais Mohamed V.

Face aux micros des journalistes présents, il a déclaré avec enthousiasme : « C'est absolument un jour heureux, un jour exceptionnel pour notre pays. » Il a évoqué l'importance historique de ce scrutin, en affirmant : « Nous allons avoir très rapidement une constitution. C'est aussi une avancée majeure en termes de démocratie dans notre pays. »

Son constat sur l'atmosphère ambiante autour des bureaux de vote était tout aussi révélateur. « Nous avons vu partout un engouement pour ce vote qui continue. » Cette dynamique montre clairement que les citoyens sont déterminés à participer activement à la construction de leur avenir. ■

Par Racine Dieng

De la scène aux studios Les débuts d'Alpha Oumar dit Bongo, un acteur de cinéma prometteur

Alpha Oumar Bah, alias Oumar Bongo, est un passionné du septième art et une figure montante du cinéma guinéen. Ce Diplômé en art dramatique de l'Institut Supérieur des Arts de Guinée (ISAG de Dubréka), a su s'imposer en tant qu'acteur, scénariste et réalisateur.

Suite à ses études à l'ISAG, Bah Alpha Oumar n'a pas tardé à se faire remarquer.

« J'ai eu l'opportunité de participer à plusieurs projets », confie-t-il. Son baptême du feu a eu lieu dans « Note coupable », un long-métrage de Boubacar N'Gnessa, où il a brillamment incarné le rôle principal, Tom,

un personnage confronté au harcèlement universitaire. Il a également joué dans des courts-métrages comme « Le sort de Mingui » et « Que j'en crève », ainsi que dans le long-métrage « Dongal ». Un parcours éclectique qui témoigne de son talent, de son audace et de sa polyvalence.



Alpha Oumar Bah, un acteur de cinéma engagé. (© DR)

19 ans maltraité par sa marâtre et dont la seule obsession est de retrouver sa mère, chassée de la maison des années plus tôt.

Le film explore les thèmes de l'injustice, des rivalités familiales et de l'amour maternel. La quête de Mamadjan s'achève de manière tragique : il retrouve sa mère, affaiblie par une maladie, qui meurt dans ses bras, submergée par l'émotion. Cette scène bouleversante souligne la puissance des liens familiaux et les conséquences dévastatrices des malentendus.

Un acteur engagé

Face à la question de l'état du cinéma guinéen, Bah Alpha Oumar fait preuve de lucidité. Il reconnaît que son cinéma ne bénéficie pas encore de la même renommée que ceux de la Côte d'Ivoire ou du Burkina Faso, mais il refuse de se décourager.

Il considère le cinéma comme le « septième art », une discipline complexe qui est le reflet de la société.

Son message est clair et direct : « Tant que l'État ne s'implique pas, qu'il n'y aura pas de volonté politique et de suivi, notre cinéma guinéen sera limité ». Pour lui, la reconnaissance internationale passe par un engagement ferme des autorités. Il garde néanmoins espoir, convaincu que la passion et la cohésion des acteurs du secteur finiront par porter leurs fruits. Bah Alpha Oumar perçoit le cinéma comme un « miroir caricatural de notre société », un outil puissant pour dénoncer les injustices, corriger les mœurs et célébrer la dignité humaine.

Il salue l'attention portée à son travail et appelle à un soutien continu pour un art qui a tant à offrir. ■

Par Léon Kolié

NOUVEAU

AFRIK Info TV

Désormais **178**

LES CHAINES D'INFORMATION N°256

LES CHAINES AFRICAINES N°408

LES CHAINES NATIONALES N°9

Sur le bouquet **CANAL+**

A partir du 07 Juillet **2025**

Bah Alpha Oumar ne se contente pas de jouer la comédie ; il est un ardent défenseur de la culture. Il est convaincu du potentiel de son cinéma, qu'il souhaite porter au niveau international.

Pour ce faire, il mise sur la collaboration et la transmission. Il anime des ateliers d'art dramatique pour les jeunes de son quartier, partageant les connaissances acquises durant ses études.

« Pour faire avancer notre cinéma au niveau international, je sais que cela nécessite un travail d'équipe », insiste-t-il, appelant à l'unité et au soutien des pouvoirs publics.

Un film poignant

Sa carrière franchit une nouvelle étape avec la réalisation de son premier long-métrage, « Mamadjan, Jamais sans ma mère ». C'est un film au cœur du drame familial. Il raconte l'histoire de Mamadjan, un jeune homme de

Bambino marque le Guinean Excellence Awards Night

Si l'année dernière, le grand podium guinéen du Maryland s'est enflammé sous les rythmes entêtants des stars Petit Kandia et Ans-T Crazy, l'édition de cette année 2025, célébrée le 31 août, est tout aussi mémorable. Et pour cause ? La légende vivante de la musique mandingue, Sékouba Bambino Diabaté, brille de mille feux dans son magnifique boubou décoré (sur la photo). Sa voix envoûtante fait vibrer les cœurs et entraîne la foule dans une danse collective.

Réuni pour l'occasion, un public trié sur le volet, choisis avec soin

par Mme Hawa Barry Diallo, assiste à la prestigieuse Guinean Excellence Awards Night. Cet événement annuel met à l'honneur les Guinéens qui se distinguent par leur contribution à l'avancement de la communauté guinéenne aux États-Unis et dans les autres pays. Tout en célébrant leurs réussites professionnelles et personnelles dans leurs domaines respectifs. Une soirée qui riche en émotions et en fierté pour les Guinéens de tous les horizons. ■

Par Tidiane Diallo



Sékouba Bambino Diabaté, brille de mille feux dans son magnifique boubou décoré. © Le Populaire

Arrêt sur images



Junda Morris présente sa collection dénommée « Black Urban Chic »

Collection audacieuse. La «Black Urban Chic» est belle et stylée. Junda Morris a présenté cette nouvelle collection, empreinte d'élégance et d'influences urbaines, lors de l'événement Guinean Excellence Awards Night. C'est une ligne de vêtements qui met en

avant des pièces uniques, pensées pour célébrer le patrimoine culturel afro-américain, tout en intégrant un métissage de couleurs et de motifs venant des quatre coins du monde. Les tenues, tant pour les femmes que pour les hommes, allient tradition, élégance et sé-

duction aux tendances contemporaines. Le résultat : un hommage à la richesse du style afro-urbain, recommandé pour les amateurs de mode du monde entier. ■

Par Tidiane Diallo

Wilaya Mining : Une vision guinéenne pour transformer la bauxite en aluminium vert d'ici 2035



Mamadou Saliou Sow, fondateur de Wilaya Mining. © DR

La Guinée est aujourd'hui reconnue comme l'un des piliers mondiaux de la bauxite, avec des réserves estimées parmi les plus importantes de la planète. Mais au-delà de l'exportation de matière brute, un défi majeur demeure : créer une chaîne de valeur locale capable de transformer cette richesse en véritable moteur de développement durable. C'est dans cette dynamique que s'inscrit Wilaya Mining, une société guinéenne portée par une vision claire : faire émerger, à travers le projet ALUX 2035, une industrie intégrée allant de l'extraction de la bauxite à la production d'aluminium vert.

Une ambition nationale et mondiale

Notre objectif n'est pas seulement économique. Il est aussi social et environnemental. En

construisant une raffinerie d'alumine puis une fonderie d'aluminium sur le sol guinéen, nous voulons générer des milliers d'emplois qualifiés, favoriser le transfert de compétences et positionner la Guinée comme une destination incontournable de l'aluminium vert sur le marché mondial.

Un projet inclusif et durable

Wilaya Mining entend s'appuyer sur des modèles innovants de partenariat, notamment le BOT (Build-Operate-Transfer), pour attirer les investisseurs internationaux tout en garantissant une forte participation nationale. La transparence, la bonne gouvernance et le respect des standards environnementaux internationaux sont au cœur de notre démarche.

Un appel aux partenaires et décideurs

L'avenir du secteur minier guinéen dépendra de notre capacité collective à aller au-delà de l'exportation brute. Nous invitons donc les autorités publiques, les industriels et les investisseurs à nous rejoindre dans cette aventure. Ensemble, nous pouvons bâtir une Guinée où la transformation locale des ressources n'est plus un rêve, mais une réalité. ■

Par son fondateur le plus jeune promoteur Minier,
Mamadou Saliou Sow.



Challenge de Présentation 2025 : Les candidates de Miss Guinée relèvent le défi

La finale de Miss Guinée 2025 se déroulera en décembre à Conakry (cf. visuel), et déjà, les choses sérieuses s'accroissent pour cette phase décisive du concours national de beauté physique et intellectuelle.

l'importance de la constitution à l'issue du vote référendaire prévu le dimanche 21 septembre 2025. Elles ont alors le choix de valoriser soit les richesses culturelles, économiques, sociales, environnementales et historiques de leur région, soit de mettre en avant l'importance de la fête de l'indépendance du 2 octobre, symbole de l'accession à la souveraineté nationale.

l'image, le son, la direction, le contenu, le storytelling et la créativité. Les résultats des deux épreuves seront annoncés prochainement et, selon le comité d'organisation de Miss Guinée, garantiront une sélection juste, transparente et équitable. L'objectif du Comité d'organisation est de promouvoir la diversité et la richesse des différentes régions du pays tout en encourageant la créativité des

COOMISGUI
COMITÉ D'ORGANISATION DE MISS GUINÉE

MISS GUINÉE 2025

CHALLENGES MISS GUINÉE

LES 04
ÉPREUVES RETENUES

- PRÉSENTATION DE SA VILLE
- NOUVELLE CONSTITUTION
- INDEPENDENCE DAY
- THÈME DE L'ÉDITION 2025

DU 05 SEPTEMBRE
AU 30 OCTOBRE 2025

Logos: SIMANDOU 2040, Guinée, FODAC, BODA, KPC, MouNa, ISSA, SANAP, UMS, NISIA, KPAF, udg, le populaire

D'ici le 13 décembre, les candidates s'engagent dans le défi «Présentation Challenge 2025», où chacune d'elles mettra en avant sa ville, la nouvelle constitution, la fête nationale de l'indépendance ou le thème de cette édition : « Les femmes dans les métiers techniques et industriels pour une meilleure participation dans le projet Simandou. » Chaque candidate devra également souligner

Par ailleurs, il est important de souligner que le vote public pour chaque vidéo sera accessible sur les plateformes officielles du Comisgui, avec une période de 72 heures accordée aux internautes pour interagir via «J'aime, commentaires, partages et vues». Le jury du concours évaluera l'aspect technique et artistique des présentations, tandis qu'un second jury se penchera spécifiquement sur la qualité des vidéos, en prenant en compte

les candidates dans des domaines variés. Cette compétition de beauté est une plateforme d'expression citoyenne, culturelle et intellectuelle. Chaque candidate devient ambassadrice de sa ville et de la jeunesse guinéenne. À l'issue du challenge de présentation, la gagnante recevra des prix offerts par les partenaires du Comisgui. ■

Par Tidiane Diallo

Bar Plein-Air

Un cadre idéal pour les grandes retrouvailles

Chez Tonton Daki

Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse
Tél. :+224 622 72 01 20
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit guinéen créé en 2017.
makoura65@gmail.com
+ 224 624 346 264
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.
contactlaguinee@gmail.com /
ibrahimasory624@gmail.com



www.actuguinee.org

L'Actualité Guinéenne sur le web,
c'est sur www.actuguinee.org
actuguinee.org@gmail.com
https://www.facebook.com/actuguinee.org/
Tél.: 622 46 29 29



Le général Mamadi Doumbouya, le dimanche 21 septembre 2025, en train de voter. (© Barry)

Référendum/ Le «Oui» fait éclore l'espoir d'une nouvelle constitution

Les premières lueurs de résultats sont là. Dans les tendances.

A lors que les bureaux de vote des grandes villes venaient à peine de livrer leurs résultats, les premières estimations du référendum du dimanche 21 septembre 2025, révélées le lundi 22 septembre, ont suscité un grand espoir parmi les partisans du « Oui » à la nouvelle constitution.

Le « Oui » survole le « Non »

Les tendances affichent clairement que le « Oui » survole le « Non » dans les quatre régions naturelles de la Guinée, ainsi que dans la cinquième, constituée par la diaspora. Ces résultats partiels, annoncés par la Direction Générale des Élections (DGE) sous la direction de l'experte électorale Mme Djénabou Touré Camara, montrent une domination écrasante du « Oui », qui récolte plus de 90% des suffrages dans la majorité des régions. D'après ces résultats provisoires, le taux de participation atteint un

impressionnant 91,04%, mobilisant ainsi 4 825 292 électeurs sur les 6 768 458 inscrits.

Les résultats par région sont éloquentes. Nzérékoré : 96,2% en faveur du «OUI» (646 457 voix) ; Faranah : 96% pour le «OUI» (377 474 voix) ; Kankan : 95,5% pour le «OUI» (1 179 085 voix) ; Boké : 92,3% pour le «OUI» ; Mamou : 90,9% pour le «OUI» ; Kindia : 90,6% pour le «OUI» ; Labé : 86,4% pour le «OUI» ; Conakry : 74,4% pour le «OUI» et 25,6% pour le «NON».

Ces tendances encourageantes se retrouvent également au sein de la diaspora guinéenne, où le «OUI» s'impose de manière significative face au «NON».

En Afrique du Sud, par exemple, le «OUI» recueille 80,93 % des voix, tandis qu'en Angola, ce chiffre atteint 83,76%.

Avec une transition qui se déroule normalement sous le leadership du général Mamadi Doumbouya (Ici, sur la photo, en train de voter), l'espoir est permis.

La Guinée est en bonne voie pour voir sa nouvelle constitution promulguée, annonçant ainsi l'avènement de la cinquième république. ■

Par Racine Dieng

L'athlète Fatoumata Balley atteint le 12e rang mondial

Consécration éclatante. Ce dimanche 21 septembre à Tokyo, Mlle Fatoumata Balley (sur cette photo) a grimpé dans le classement, en passant du top 32 au top 12 mondial du saut en hauteur, grâce à un saut de 1m90.

Elle devient la première athlète guinéenne à atteindre un tel sommet. Fatoumata Balley marque ainsi l'histoire du sport du pays d'origine de sa mère. Historique. C'est le fruit d'un travail acharné, d'une dé-



termination sans faille et du parcours exemplaire d'une femme résiliente face aux épreuves de la vie.

Entre autres exploits, elle a remporté la médaille d'or aux Jeux de la Francophonie 2023, suivie de la médaille d'argent aux Jeux Africains 2024.

Ce n'est pas tout. Son succès ne se limite pas à l'athlétisme. En 2023, Fatoumata Balley a aussi été couronnée deuxième dauphine de Miss Guinée France. ■

Par Thierno Ousmane

Sagesse

- 1 Ce qui est nécessaire n'est jamais ridicule.
Cardinal de Retz
- 2 Ce qui n'a pas été documenté n'a pas été fait !
Vincent Isoz
- 3 Ce qui rend heureux au travail c'est d'être apprécié à sa juste valeur.
Johanne Bouchard
- 4 Ce qui unit les hommes, c'est l'amour du métier.
Antoine de Saint-Exupéry
- 5 Ce rapport, par sa longueur même, se défend contre le risque d'être lu.
Winston Churchill



Lisez et faites lire

www.wondima.com



Lansanaya barrage,
Matoto, Conakry.
+224 624249398
666392909

alfaguinee28@gmail.com
https://www.facebook.com/Guinee28
www.guinee28.info

www.focusguinee.info



Site d'informations
Générales et d'Analyses

THE VERT Korbon
CHINA GREEN TEA
100% NATUREL

Contact Commercial information :
Madina dispensaire, Rep. de Guinée
+224 626 01 95 23

WhatsApp

Libre Tribune / Par Ousmane Boh Kaba

B+ de Standard & Poor's : un os jeté à un peuple qui meurt de faim

Dans cette analyse de l'actualité, Ousmane Boh Kaba interroge la signification de la note B+ attribuée à la Guinée et l'enthousiasme qu'elle suscite parmi la population et les dirigeants. Il explore également la manière dont cette note est célébrée, mettant en lumière les réalités socio-économiques du pays et soulevant des critiques concernant la gouvernance actuelle. Il souligne le décalage entre cette note et les conditions de vie des Guinéens, en s'interrogeant sur la capacité de notre pays à transformer des indicateurs économiques en véritables avancées concrètes. Lisez !



Ousmane Boh Kaba. (© DR)

Ils ont dansé, oui ! Ils ont dansé comme on danse au retour d'un miracle ou d'un marabout ressuscité. Toute la cour, la horde bien nourrie, ventres ronds et cravates bien serrées, s'est levée comme un seul homme pour chanter la louange d'une lettre et d'un signe. B+. Une note. Deux caractères. Et voilà tout un peuple convoqué à la fête du néant.

On aurait dit que le Bon Dieu avait enfin daigné signer un contrat avec la République. Le président en chef d'orchestre, les griots numériques en contrepoint, les journalistes apprivoisés en chœur – toute cette symphonie servie sur fond de misère crasse. Et pour quoi ? Pour un os. Un os léché, blanchi, qu'on jette à la foule avec un sourire de technocrate.

Car ce B+, malgré ses allures d'épiphanie, n'est ni plus ni moins qu'un cache-misère. Un

klaxon diplomatique qui dit : vous ne tombez pas encore, mais on vous regarde. Un sursis, pas un sésame. Un verre d'eau tiède tendu à un mourant qu'on filme pour le journal de 20 heures.

Ils ont cru, eux, là-haut, qu'une note – une simple lettre de banque – suffisait à transformer la poussière en or, l'obscurité en lumière, les ventres vides en statistiques. On aurait dit qu'ils venaient de racheter la dette du Brésil, qu'ils allaient raser Conakry pour bâtir Manhattan. Mais la finance ne s'émeut pas : B+, c'est la cour des moyens faibles, des États sur le fil.

L'Argentine l'a eu, ce B+, avant la noyade. Le Liban l'a porté comme un costume trop grand, avant de sombrer dans l'abîme. Ces lettres-là, ce ne sont pas des décorations : ce sont des alertes. Des avertissements polis. Des mots glacés pour des lendemains incertains.



Le Populaire Le Populaire Le Populaire Le Pop Photo: Le PopulaireLe Populaire Le Populaire (© Le Populaire)

Mais ici, l'avertissement est devenu clairon. Ils ont soufflé dedans jusqu'à se convaincre qu'il sonnait victoire. Les tambours ont battu, les communiqués ont fleuri, les réseaux ont saturé. À la télévision nationale, on a mimé la liesse : ce théâtre d'ombres où la vérité passe sous le maquillage des bulletins officiels.

Et puis, au milieu de cette fanfare, voilà que surgit le miracle suprême : « La Guinée est désormais la deuxième puissance économique d'Afrique de l'Ouest ! » Quelle envolée ! Quelle magie ! Voilà que le rebasage d'un PIB de 50 % – simple pirouette statistique – devient un trône. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire ? Relégués. Supplantés. Par qui ? Par nous, les crève-la-faim à qui l'on vend l'air pour du mil.

Mais cette médaille de bronze en toc, qui la portera quand l'enfant de Fougoumba ira chercher son eau à cinq kilomètres ? Qui s'en servira quand les coupures d'électricité feront encore danser les ombres sur les murs nus ? Deuxième puissance, disent-ils. Mais dans quel classement ? Celui de la comédie ou celui de la survie ? Et l'on me dira, comme une

ultime incantation : « C'est la première fois que la Guinée est notée ! C'est historique ! » Oui, c'est une première. Une première gifle. Une première convocation dans le bureau du non. Mais pour nous surveiller. Pour prendre enfin acte de notre existence, comme on prend note d'un malade en salle d'attente.

Regardez le Ghana, le Sénégal : ils ont reçu leurs B+, et les ont traduits en routes, en machines, en projets. Ils ont su écrire leurs lettres sur le sol. Nous, on les grave sur les murs en carton-pâte de la télévision nationale. On confond les bulletins avec les repas.

Kémoko Touré, ancien directeur général de la Compagnie des Bauxites de Guinée, homme intègre au verbe lucide, avait vu juste. Il répétait que, chez nous, la cérémonie de remise des diplômes coûte souvent plus cher que l'école elle-même. Que l'on s'extasie devant l'emballage pendant que la boîte est vide. Que l'on célèbre l'arrosoir pendant que les champs se dessèchent.

Mais qui écoute encore ceux qui parlent de gangrène ? Qui prête l'oreille aux voix sages, quand les tambours couvrent tout ? Ici, la pensée magique a pris le pas sur le plan. L'optimisme béat est devenu la seule vertu

patriotique. La critique ? Hérésie.

Ce texte n'est pas un pamphlet. C'est un cri d'estomac, un gémissement de ceux qui vivent loin des studios, hors-champ, là où les chiffres ne remplissent pas les marmites. Car un B+, aussi prestigieux qu'il puisse paraître dans les colonnes de Jeune Afrique, ne construit pas d'école. Il ne répare pas un hôpital. Il ne guérit ni la honte ni la faim.

Alors, dites-moi : ce B+, on le mange comment ? Faut-il le piler avec les slogans ? Le servir en ragoût de chiffres ? Faut-il l'imprimer sur les sachets d'eau ou le scander aux enterrements ? Combien de B+ encore, avant qu'un enfant ne voie une ampoule s'allumer au bout du fil ?

La vraie question est là, nue, brute : ce pays a-t-il encore le luxe de fêter ce qu'il ne comprend pas, de s'extasier sur ce qu'il ne maîtrise pas ? Un jour peut-être, ce B+ signifiera des routes lisses, des écoles debout, des ventres pleins. Mais en attendant, le peuple danse.

Danse sur le vide. ■

Par Ousmane Boh Kaba

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Libre Tribune / Par Oleg Nesterenko

La Confédération du Sahel et la CPI



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
www.c-cie.eu
(Ancien directeur de
l'Institut International de la
Reconstruction
Anthropologique, ancien
directeur de l'MBA)

La Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES) - composée du Mali, du Burkina Faso et du Niger - a annoncé son retrait de la CEDEAO et a entamé une réflexion sur un possible retrait de la Cour Pénale Internationale (CPI). Pour-quoi l'AES remet-elle en question son adhésion à la CPI et quelle est sa vision pour une justice pénale indépendante et souveraine au Sahel ? Oleg Nesterenko justifie ce choix en critiquant le rôle et l'efficacité de la CPI.

Après avoir quitté en janvier 2025 la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) - l'architecture supranationale instrumentalisée par les puissances occidentales -, la Confédération dite « Alliance des États du Sahel » (AES), regroupant le Mali, le Burkina Faso et le Niger, a soulevé la question du retrait de ses membres de la Cour Pénale Internationale (CPI) lors de la réunion des ministres de la Justice de l'AES qui s'est tenue à Niamey, le 16 septembre dernier. Il convient de rappeler que c'est en 1998 que ces trois nations ont adhéré au Statut de Rome, élément constitutif de la CPI. La ratification subséquente, emportant la délégation des pouvoirs juridictionnels à la CPI, est

intervenue au Mali en l'an 2000, sous l'égide du président Alpha Oumar Konaré; au Burkina Faso en 2004, sous la présidence de Blaise Compaoré; et au Niger en 2002, sous la présidence de Mamadou Tandja. On ne peut que saluer la judicieuse réflexion commune des gouvernements de Niamey, de Ouagadougou et de Bamako visant à priver le camp de l'Occident collectif, agissant dans la région du Sahel avant tout dans ses propres intérêts géopolitiques et financiers, de ce levier de pression et de répression vis-à-vis des pays africains. De même, le projet également discuté de création d'une juridiction régionale se matérialisant sous la forme d'une Cour pénale sahélienne des droits de l'homme (CPS-DH), constitue une avancée significati-

ve. Cette cour se verrait non seulement restituer les compétences antérieurement déléguées à la CPI, mais également conférer un large éventail de pouvoirs en matière de crimes internationaux, de terrorisme et de criminalité organisée, consolidant ainsi la souveraineté des nations composant la Confédération du Sahel.

La politique des doubles standards de la CPI

La Cour Pénale Internationale (CPI) s'avère être, en réalité, un instrument coercitif, destiné à intimider et réprimer les figures politiques majeures des nations non occidentales qui osent défier la primauté européenne et, par procuration, la volonté de Washington. L'impartialité et l'indépendance de la CPI vis-à-vis des centres décisionnels des capitales occidentales ne constituent qu'une chimère. L'inventaire des complaisances flagrantes de cette instance envers les auteurs de crimes d'agression, de crimes de guerre et de massacres à grande échelle des populations civiles - avec les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni en tête de liste - est trop long pour une énumération exhaustive. L'article 5 du Statut de Rome, le texte fon-

dateur de la CPI, définit précisément ces crimes, mais leur application reste plus que sélective.

Cela étant, si d'éventuelles amnésies affectent les « procureurs » et les « juges » de la CPI, il convient de rappeler à ces éminents adeptes du droit sélectif les crimes d'agression, les crimes de guerre et les massacres de populations civiles perpétrés par les puissances occidentales en Irak de 1990 à 2022, en Serbie en 1999 (*Opération Allied Force*), en Libye en 2011 (*Résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations Unies détournée et violée*), en Afghanistan de 2014 à 2022 et en Syrie de 2014 à 2022, sans parler des agissements illégaux de la Cour à l'égard de la Fédération de Russie. A titre d'exemple, l'agression directe de la Syrie à partir de 2014 par la coalition occidentale, en l'absence d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU à cet effet, constituait un crime d'agression, au sens des points « a », « b », « c » et « d » du paragraphe « 2 » de l'article 8bis du Statut de Rome, qui constitue la base juridique de la CPI. Cela va de soi, les auteurs de ce crime - les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et le Canada - n'aient jamais fait l'objet de poursuites judiciaires. Nul besoin de rappeler éga-

lement que les « sponsors » de la CPI et d'un grand nombre d'ONG lui fournissant des témoignages de ces mêmes, à savoir les gouvernements européens. Le conflit d'intérêts qui rendrait les témoignages de ces témoins irrecevables devant tout tribunal digne de ce nom, ne semble pas perturber outre mesure les procureurs et les juges de ladite Cour. La ligne conductrice de l'activité de la Cour Pénale Internationale s'est avérée toujours être fondée sur le bon vieux principe romain : « *Quod licet Iovi, non licet bovi* » - *Ce qui est permis à Jupiter ne l'est pas aux vaches.*

L'investissement et le retour sur investissement de la CPI

Trop souvent, l'attention portée à la Cour Pénale Internationale (CPI) se concentre sur la couverture médiatique de ses affaires et laisse sans l'attention qu'il mérite le ratio de l'investissement financier et de l'efficacité de cette institution, qui est aussi intéressant qu'instructif.

Suite à la page 11

Suite de la page 10

Quels sont les frais de fonctionnement de cet organisme ? Ils sont tout simplement gigantesques.

En se basant sur les documents internes de la CPI traitant de sa comptabilité, nous pouvons constater que son budget pour la seule année 2025 est de 195 481 500€ (Résolution ICC-ASP/23/Res.6, Partie I, §A).

Ne serait-ce que pour la période de 2015-2025, le budget de l'appareil bureaucratique au service des puissances occidentales qu'est la CPI a été de 1 718 529 800€ (!). Soit, en dix ans, ce dernier an non seulement été supérieur à 1,7 milliard d'euros, mais est également en constante augmentation. Depuis sa création en 2002, la CPI a invariablement vu son budget croître d'au moins plusieurs millions d'euros par an. Si en 2004, il était de 53 071 846€, en 2014, il était déjà de 121 656 200€. Et en 2024 – de 187 084 300€ (Résolution ICC-ASP/22/Res.4, §A).

Après avoir scruté le budget de la Cour Pénale Internationale (CPI), il convient d'évaluer le « rendement » de cet « investissement » gigantesque.

Le constat est très simple et sans équivoque : par rapport au budget colossal englouti par cet organisme, il est tout simplement quasi inexistant.

En 23 ans d'existence et après avoir dépensé plusieurs milliards d'euros, le procureur de la CPI n'a présenté que 33 affaires mettant en cause 49 défenseurs, dont, dans un grand nombre de cas, il ne s'agit que d'affaires fabriquées, des montages téléguisés par les principaux bailleurs de fonds occidentaux de l'organisme, servant leurs intérêts géopolitiques étroits.

Ces affaires s'avèrent souvent non seulement illégitimes, mais également illégales au regard du droit international en vigueur, ciblant des ressortissants d'États non signataires du Statut de Rome, en violation du principe de territorialité et de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, dont l'article 34 indique sans équivoque la manière dont un État est lié : « Un traité ne crée ni obligation ni droit pour un État tiers sans son consentement ». À l'instar des entités de propagande et de désinformation agissant pour le compte des commanditaires institutionnels occidentaux, telles que l'ONG « Reporters sans frontières », qui engloutissent annuellement des sommes considérables dans leur fonctionnement avec une efficacité et un rendement réel dérisoires au-delà des orchestrations médiatiques dans l'espace de propagande occidentale, la Cour Pénale Internationale adopte

Budget-programme pour 2025

1. Approuve des crédits d'un montant de cent quatre-vingt-quinze millions quatre cent quatre-vingt-un mille cinq cents euros (195 481 500 €) au titre des postes de dépense décrits dans le tableau ci-après :

Poste de dépense	Milliers d'euros	
Grand Programme I	Branche judiciaire	16 285,4
Grand Programme II	Bureau du Procureur	62 185,5
Grand Programme III	Greffe	99 294,3
Grand Programme IV	Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	3 438,7
Grand Programme V	Locaux	4 042,2
Grand Programme VI	Secrétariat du Fonds au profit des victimes	4 603,3
Grand Programme VII-5	Mécanisme de contrôle indépendant	1 117,2
Grand Programme VII-6	Bureau de l'audit interne	929,8
Total partiel		191 896,4
Grand Programme VII-2	Prêt de l'État hôte	3 585,1
Total		195 481,5

Le budget de la CPI pour l'année 2025. (© Fournie)

un modus operandi similaire : une consommation démesurée pour une production rachitique. Le nombre dérisoire d'affaires portées devant les juges de la CPI découle d'une réalité simple et déjà soulignée : la majorité des auteurs de crimes d'agression, de crimes de guerre et de massacres de populations civiles des dernières

décennies sont les décideurs politiques et les exécutants militaires des nations occidentales. Autrement dit, ils sont les « intouchables » de facto au regard de la loi, telle qu'elle est interprétée par le personnel de la CPI, mettant en lumière un biais structurel et une sélectivité dans la poursuite des crimes internationaux (cf. rap-

port de Human Rights Watch, 2023, sur la sélectivité de la CPI dans ses enquêtes).

La revanche de la justice souveraine

Nulle nation étrangère, nulle entité institutionnelle extérieure aux frontières sahéliennes ne saurait revendiquer un droit quelconque sur cette région, principe cardinal de sa souveraineté.

L'ère des puissances occidentales, autrefois campées en suzeraines vis-à-vis d'États africains réduits au statut de vassaux, est révolue et ne doit en aucun cas se reproduire. Par conséquent, les délibérations des instances dirigeantes de l'Alliance des États du Sahel concernant le retrait de la ratification du Statut de Rome, et donc de la Cour Pénale Internationale (CPI), représentent une démarche dont le Mali, le Burkina Faso et le Niger, il est per-

mis de l'espérer, tireront profit dans les meilleurs délais. Cette initiative s'ancre dans la volonté de réaffirmer une compétence judiciaire nationale pleine et entière, conformément aux principes de souveraineté énoncés par la Charte des Nations Unies, notamment en son article 2, §7, qui stipule la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. La CPI, critiquée à juste titre pour être au service des intérêts géopolitiques des puissances occidentales et pour sa focalisation disproportionnée sur les affaires africaines, voit ainsi sa légitimité remise en question par ces États soucieux de reprendre en main leur propre destin judiciaire. ■

Par Oleg Nesterenko
Président du CCIE
(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne, ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Ecoles de Commerce de Paris)

TRANSFORMEZ VOTRE EFFICACITÉ AVEC AIBOOST

Réduisez les pertes alimentaires, gagnez du temps avec les signatures électroniques et éliminez les files d'attente dans les administrations.

- 50% de pertes en moins grâce à la gestion des stocks par l'IA.
- 90% de temps économisé avec la signature électronique.
- 100% de satisfaction citoyenne avec la prise de rendez-vous automatisée.

Ne perdez plus de temps !

Contactez-nous dès maintenant via WhatsApp au +33 6 50 32 98 95 ou visitez notre site internet : aiboost.fr

CONTACTEZ-NOUS MAINTENANT !

Route Kindia-Conakry: 4 morts et des blessés dans deux accidents en une seule journée

Un grave accident de circulation a coûté la vie à au moins quatre personnes, ce lundi 15 septembre 2025, à Gbinkili, sur la route nationale numéro 1, reliant Kindia à Conakry. Le drame s'est produit dans l'après-midi, lorsqu'un camion-remorque est entré en collision avec un taxi-passagers. Selon des sources indépendantes, au moins quatre victimes sont décédées sur le coup, et trois autres personnes ont été blessées. Cet accident s'ajoute à une série de drames récents.

Plus tôt dans la même journée, à Kouria, un véhicule de campagne pour le référendum constitutionnel du 21 septembre a été impliqué dans un autre accident. L'incident a fait quatre blessés et d'importants dégâts matériels. L'excès de vitesse et les routes glissantes forment un cocktail mortel. L'excès de vitesse et l'indiscipline des conducteurs sont les principales causes de ces accidents. Les drames surviennent alors que la saison des pluies rend les routes particulièrement dangereuses.

Les chaussées, devenues glissantes et tortueuses, exigent une vigilance accrue de la part de tous. Face à ce constat alarmant, les autorités en charge de la régulation routière sont en état d'alerte. Elles renforcent la sécurité sur les axes les plus à risque pour prévenir de nouveaux drames. ■

Par Gabriel de Kouibly



Ousmane Dembélé remporte le Ballon d'Or 2025. (© DR)

Dembélé remporte le Ballon d'Or 2025 !

La 69e cérémonie du Ballon d'Or s'est tenue le lundi 22 septembre au Théâtre de Châtelet à Paris, en France. C'est Ousmane Dembélé, ailier du Paris Saint-Germain, qui a été couronné Ballon d'Or 2025.

L'événement, animé par Ruud Gullit et Kate Scott, a vu Ronaldinho remettre le trophée à Dembélé devant une salle comble de personnalités du football. Il a 28 ans et devient le sixième joueur Français à remporter ce prestigieux prix, rejoignant les légendes telles que Raymond Kopa et Zinédine Zidane.

Voici la liste de tous les lauréats de cette édition mémorable pour Ousmane Dembélé !

- **Ballon d'Or masculin** : Ousmane Dembélé (France / PSG)
- **Ballon d'Or féminin** : Aitana Bonmati (Espagne / FC Barcelone)
- **Trophée Gerd Muller du meilleur attaquant** : Viktor Gyökeres (Suède / Sporting CP - Arsenal)
- **Trophée Gerd Muller féminin** : Ewa Pajor (Pologne / FC Barcelone)
- **Trophée Yachine du meilleur**

- gardien masculin** : Gianluigi Donnarumma (Italie / PSG)
- **Trophée Yachine féminin** : Nannah Hampton (Angleterre / Chelsea)
- **Trophée Kopa du meilleur jeune joueur masculin** : Lamine Yamal (Espagne / FC Barcelone)
- **Trophée Kopa féminin** : Vicky Lopez (Espagne / FC Barcelone)
- **Meilleur club masculin** : Paris Saint-Germain (France)

- **Meilleur club féminin** : Arsenal (Angleterre)
- **Trophée Johan Cruyff du meilleur entraîneur masculin** : Luis Enrique (Espagne / PSG)
- **Trophée Johan Cruyff féminin** : Sarina Wiegman
- **Trophée Socrates** : Fundación Xana. Ils sont à l'honneur. Vivement les lauréats de l'année prochaine ! ■

Par Thierno Ousmane

le populaire

Abonnement



Le Populaire Conakry

📌 Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Sport

Le cricket se dirige vers Los Angeles

Le jeu reviendra aux Jeux olympiques après plus d'un siècle

Les États-Unis mettront en valeur leur scène de cricket en pleine croissance lorsque ce sport, qui compte 2,5 milliards de fans dans le monde, reviendra aux Jeux olympiques de Los Angeles en 2028.

Apprécié par près d'une personne sur trois dans le monde, le cricket est le deuxième sport le plus populaire au monde après le football.

Pourtant, les Jeux olympiques de 2028, qui se dérouleront du 14 au 30 juillet à Los Angeles, marqueront son retour aux Jeux après 128 ans d'absence. La dernière fois que le cricket a été officiellement reconnu comme sport olympique, c'était à Paris



Le joueur américain Jasdeep Singh célèbre son but lors d'un match de la Coupe du monde T20 2024 contre le Pakistan à Grand Prairie, au Texas, le 6 juin 2024. (© Andrew Caballero-Reynolds/AFP/Getty Images)

batteurs. Un lanceur lance une balle vers un guichet de trois bâtons en bois défendu par un batteur. Après un coup sûr, les batteurs courent d'un guichet à l'autre pour marquer. Un batteur est éliminé si le lanceur touche le guichet, si un défenseur attrape une balle à la volée ou si le guichet est touché pendant que les batteurs courent.

Si les matchs de cricket peuvent durer plusieurs jours, ce sport fera son retour aux Jeux olympiques avec un format rapide et adapté à la télévision, prêt à conquérir de nouveaux fans. Pour les joueurs de cricket américains, l'opportunité de se mesurer aux meilleurs mondiaux et de poursuivre le développement de leur sport chez eux est déjà une victoire.

« En cricket, la Coupe du monde est le plus grand tournoi de niveau international, et maintenant les Jeux olympiques approchent », a déclaré Patel, capitaine de l'équipe américaine pour la Coupe du monde 2024, à Olympics.com. « Cela va contribuer à la croissance du cricket. »

Tim Neville est un écrivain indépendant.



Le cricket sera de retour aux Jeux olympiques de 2028. Le baseball/softball, le flag football, la crosse et le squash seront également de retour ou feront leurs débuts. (Photos : Shutterstock.com)

du MI New York. En 2024, les États-Unis ont consolidé leur place sur la scène internationale du cricket en coorganisant la Coupe du monde masculine T20 du Conseil international de cricket et en créant la surprise en créant une surprise historique face au Pakistan, l'une

des meilleures équipes du monde. Pourtant, pour de nombreux Américains, le cricket reste un cousin méconnu et plus complexe du baseball. Les deux sports impliquent le batteur et le défenseur, tandis que le cricket se joue sur un terrain ovale avec deux

en 1900, lors des deuxièmes Jeux olympiques de l'ère moderne. (Seules deux équipes étaient en compétition, et la Grande-Bretagne a battu la France pour l'or.)

Les autres sports qui reviennent aux Jeux olympiques de 2028 après une interruption sont le baseball/softball et la crosse. Le flag-football et le squash font leurs débuts olympiques.

En tant que pays hôte, les États-Unis sont automatiquement qualifiés pour aligner leurs équipes olympiques de cricket masculine et féminine. La compétition pour les places restantes sera rude : plus de 100 pays possèdent des équipes de cricket classées au niveau international, et seules six équipes masculines et six équipes féminines seront qualifiées. Bien que la composition finale des équipes olympiques ne soit connue que dans quelques mois, les experts estiment que l'Australie,

la Grande-Bretagne, l'Inde et l'Afrique du Sud ont de fortes chances de se qualifier, compte tenu de leur historique de jeu. Le cricket est courant dans plusieurs régions du monde et était pratiqué aux États-Unis au XIXe siècle. Avant que sa popularité ne soit éclipsée par le baseball. En 1844, les États-Unis ont accueilli le premier match international de cricket au monde à New York, mais ils ont perdu contre le Canada.

Aujourd'hui, même s'il est peu probable que vous voyiez du cricket à la télévision dans un bar sportif américain, le jeu connaît un regain d'intérêt aux États-Unis. Le pays abrite 400 ligues locales qui attirent des milliers de joueurs, le plus souvent à New York, en Floride, en Californie et au Texas.

La Major League Cricket a disputé sa saison inaugurale en 2023 et compte un nombre croissant de stars comme les batteurs Aaron Jones des Seattle Orcas et Monank Patel

NOUVEAU

AFRIK Info TV

Désormais ~~178~~

LES CHAINES D'INFORMATION N°256

LES CHAINES AFRICAINES N°408

LES CHAINES NATIONALES N°9

Sur le bouquet

CANAL+

A partir du 07 Juillet

2025

le populaire

Abonnement →

Le Populaire Conakry

📌 **Youscribe**

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Etats-Unis / Le football à drapeau pour les jeunes entre dans la ligue majeure

À la mi-temps d'un récent match de football de pré-saison entre les Washington Commanders de la National Football League (NFL) et les Cincinnati Bengals, quatre équipes de jeunes de flag football sont entrées sur le terrain pour s'entraîner.

La démonstration de force de la mi-temps a réuni des adolescents du secondaire du comté voisin de Montgomery, dans le Maryland. Lorsque l'équipe du lycée de Paint Branch a emprunté le même tunnel que celui par lequel les Commanders s'élancent pour entrer sur le terrain lors de leurs matchs à domicile, les visages des adolescents se sont illuminés. « Il y avait beaucoup d'excitation », raconte leur entraîneur, Greg Jolles. Si ses joueurs étaient nerveux, « dès qu'ils ont mis les pieds sur le terrain pour jouer, toute leur excitation s'est dissipée. » (L'équipe de Paint Branch a bien joué, rapporte Jolles, et a fait la fierté de son école.)

La version sans plaquage du football américain, le flag foot-

ball, séduit les jeunes athlètes comme ceux-ci. De plus, les 32 équipes de la NFL les encouragent en promouvant le flag football à l'approche des Jeux olympiques de 2028. « C'était surréaliste, comme si je jouais à un jeu vidéo », raconte Cienna Raphael, élève de dernière année à Paint Branch et occupant le poste de receveuse. Jouer sur le terrain des Commanders, dit-elle, lui a permis de réaliser qu'il était possible d'atteindre un niveau supérieur dans ce sport, un niveau qu'elle espère atteindre.

Les autres équipes représentaient le lycée Walter Johnson, le lycée Wheaton et le lycée Seneca Valley. Déplacements professionnels S'entraîner dans un stade de la NFL « C'est une expérience incroyable », déclare Madison

Flowers, quarterback de Paint Branch, également en dernière année. « C'était une expérience émotionnelle intense qui m'a montré où je voulais être le 8 novembre : participer au championnat d'État. »

L'équipe féminine de Paint Branch est un programme relativement nouveau, lancé en 2024.

Ses participants ont rejoint un groupe de joueurs amateurs en pleine expansion. Aujourd'hui, 20 millions de personnes jouent à ce jeu dans plus de 100 pays.

« Ce que je préfère dans le flag football, c'est que c'est un sport en pleine croissance, et je continue de grandir avec lui et de m'améliorer chaque jour avec une équipe incroyable », explique Flowers, qui vient d'une famille de fans de football et qui excelle désormais dans le sport qu'elle a regardé en grandissant.

Aux États-Unis, les équipes de la NFL suscitent l'intérêt en soutenant des programmes locaux. Par exemple, les Commanders versent plus d'un mil-



Cayden Flowers, étudiant en deuxième année à Paint Branch (à gauche), et Cienna Raphael, en dernière année, sautent pour célébrer un touchdown. (© Washington Commanders)

lion de dollars sur deux ans pour aider 127 équipes féminines de la région de Washington. De plus, l'équipe fournit à chaque programme local 25 uniformes personnalisés et un kit NFL comprenant 50 drapeaux, 10 ballons de football et du matériel pédagogique. Parce que le flag football est sans contact, il récompense la vitesse et la dextérité, sans risque de blessure grave. Raphael aime beaucoup de sports, mais dit : « Avec le flag football,

c'est différent. Ce que j'apprécie le plus, c'est l'adrénaline que je ressens lorsque le ballon entre dans mes mains et que l'arbitre siffle un touchdown. » Les Jeux olympiques d'été de Los Angeles 2028 mettront en vedette des équipes de football à drapeau masculin et féminin, et ces adolescents du Maryland y prêteront une attention particulière. ■

Par Lauren Monsen
9 septembre 2025
www.share.america.gov

620 832 972 / 655 400 400
Améliorant Pour La Panification

Pour l'organisation de ses assemblées annuelles 2026 La BAD et la République du Congo signent le protocole d'accord

Brazzaville, République du Congo, le 19 septembre 2025 – Le Groupe de la Banque africaine de développement et la République du Congo ont signé, ce vendredi à Brazzaville, un protocole d'accord ainsi que le premier aide-mémoire en vue de l'organisation des prochaines Assemblées annuelles de l'institution, prévues du 25 au 29 mai 2026 dans la capitale congolaise.

La cérémonie s'est tenue en présence de Anatole Collinet Makosso, Premier ministre de la République du Congo ainsi que d'autres membres du gouvernement congolais.

Les Assemblées annuelles 2026, du Groupe de la Banque comprendront la 61^e Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement et la 52^e Assemblée du Fonds africain de développement, guichet de prêts à taux concessionnels du Groupe destiné aux pays africains à faible revenu.

Le protocole d'accord, qui précise le cadre juridique et organisationnel de la rencontre, a été paraphé par Ludovic Ngatsé, ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale et gouverneur de la Banque pour la République du Congo, et par Vincent O. Nmehielle, Secrétaire général du Groupe de la Banque africaine de développement.

La signature du protocole d'accord et de l'aide-mémoire intervient au terme de la première mission préparatoire des Assemblées annuelles menée par une délégation du Groupe de la Banque entre le 11 et le 19 septembre au Congo.

Pour le ministre Ngatsé, « cette première mission d'organisation des 61^{ème} Assemblées du Groupe de la Banque a été utile et riche. Utile, car elle a permis aux parties d'échanger sur les cadres organisationnels mis en place de part et d'autre, en vue de disposer de structures institutionnelles dédiées ... riche, car elle nous a tous permis non seulement de prendre la mesure de nos engagements, mais également de mieux connaître les différentes tâches qui nous

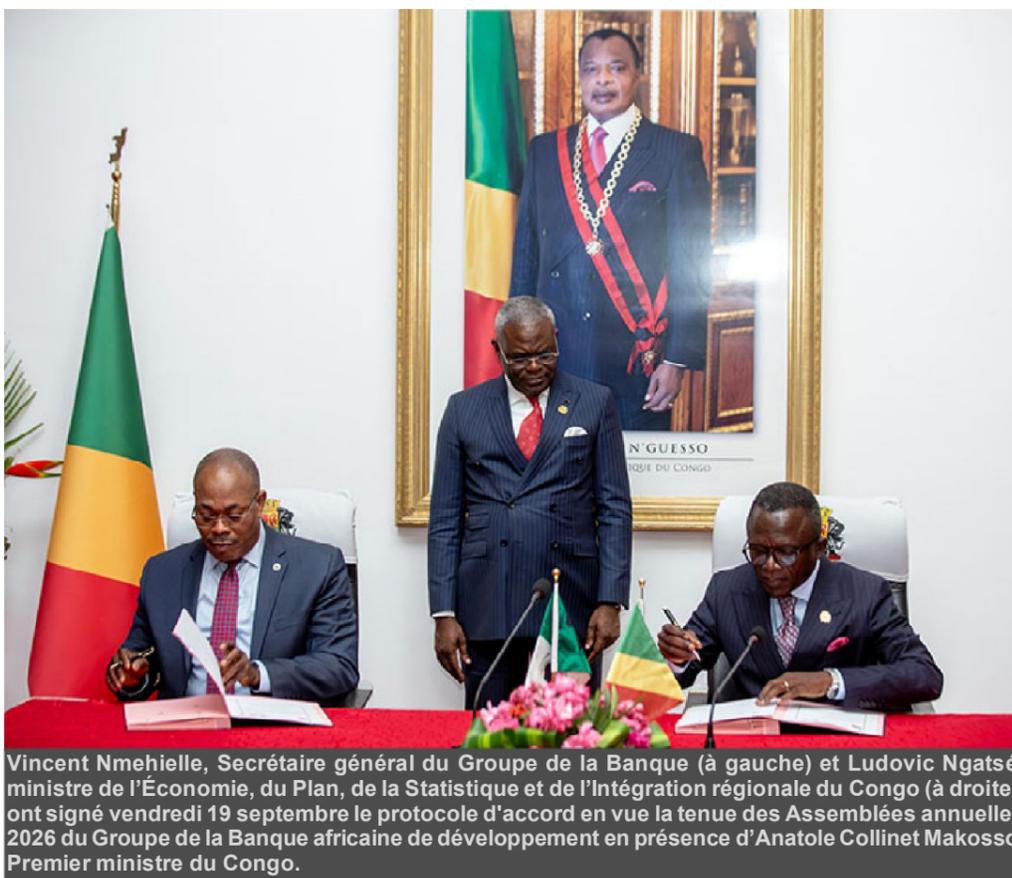
incombent ».

Cette signature marque une étape importante dans le programme des Assemblées annuelles 2026. Elle reflète une compréhension commune des conditions nécessaires à sa réussite ainsi qu'un engagement partagé dans des domaines clés comme l'organisation logistique, la sécurité, l'accueil, les services linguistiques, l'hébergement, les transports, les technologies de l'information et les réunions statutaires.

« Par la signature de ce protocole d'accord, le gouvernement de la République du Congo s'engage à fournir les biens et services nécessaires à l'organisation efficace et au bon déroulement des Assemblées annuelles, conformément aux règles et procédures de la Banque en matière de passation de marchés. Par un dialogue permanent avec le pays hôte, la Banque s'emploiera également à garantir le respect des normes de qualité des Assemblées annuelles à tout moment », a déclaré M. Nmehielle.

Rendez-vous statutaire du Groupe de la Banque, ces Assemblées permettent aux Conseils des gouverneurs et à la direction de l'institution de dresser le bilan de l'année écoulée et d'adopter des résolutions stratégiques pour accélérer le développement du continent.

Parallèlement à cette signature et afin de préparer efficacement l'échéance de mai 2026, les deux parties ont également officialisé le premier aide-mémoire de la mission préparatoire. Ce document a été paraphé le même jour par Sylvain Lekaka, directeur de cabinet du ministre congolais



Vincent Nmehielle, Secrétaire général du Groupe de la Banque (à gauche) et Ludovic Ngatsé, ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale du Congo (à droite), ont signé vendredi 19 septembre le protocole d'accord en vue la tenue des Assemblées annuelles 2026 du Groupe de la Banque africaine de développement en présence d'Anatole Collinet Makosso, Premier ministre du Congo.

de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, et par André Basse, chef de la Division du protocole, des privilèges et immunités du Groupe de la Banque africaine de développement.

Premier d'une série de trois, cet aide-mémoire détaille les travaux à réaliser par les autorités congolaises afin d'assurer une organisation fluide et offrir une expérience optimale aux représentants des gouvernements, partenaires et autres parties prenantes.

Les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque attirent chaque année plus de 3 000 participants : gouverneurs et administrateurs de la Banque, partenaires du développement, philanthropes, chercheurs, acteurs du secteur privé, représentants de la société civile, médias, ainsi que les équipes dirigeantes et le personnel de l'institution.

Leur tenue dans un pays membre obéit à un principe de rotation. La République du Congo accueillera les Assem-

blées pour la deuxième fois depuis la création de l'institution en 1964, après une première édition en 1984 à Brazzaville. Les Assemblées 2026 seront les premières à se dérouler sous la présidence de M. Sidi Ould Tah, élu le 29 mai dernier à la tête du Groupe de la Banque.

La coopération entre le Groupe de la Banque africaine de développement et la République du Congo a démarré en 1972.

Depuis, l'institution a approuvé des projets et programmes pour une valeur cumulée de 1,27 milliard de dollars.

Le 30 juin 2025, le portefeuille actif du Groupe de la Banque au Congo comptait neuf opérations souveraines pour un engagement total d'environ 223,3 millions de dollars américains, repartit entre les secteurs suivants : transports, agriculture, finance, énergie et eau & assainissement. ■

Contact médias : Solange Kamuanga-Tossou, Département de la communication et des relations extérieures | Banque africaine de développement | media@afdb.org

À propos du Groupe de la Banque africaine de développement

Le Groupe de la Banque africaine de développement est la principale institution de financement du développement en Afrique. Il comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigeria (FSN). Représentée dans 41 pays africains, avec un bureau extérieur au Japon, la Banque contribue au développement économique et au progrès social de ses 54 États membres régionaux. Pour plus d'informations : www.afdb.org

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.



Guinée Trek Aventure



Réservez vite:



+224-625-61-00-25



guineerando@gmail.com

Il est temps de
Voyager

le populaire



Abonnement →

Le Populaire Conakry

♥ YouScribe

<https://www.youscribe.com> › lepopulaireconakry

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.